

Pays, régions et cercles	Mali, Tombouctou				
Situation humanitaire	<p>La région de Tombouctou connaît une situation humanitaire marquée essentiellement par des mouvements de populations, les conséquences des inondations, et la fermeture des écoles à cause du contexte sécuritaire et les grèves des enseignants. Les conflits intercommunautaires dans la région voisine de Mopti continuent d'impacter la région de Tombouctou avec des vagues de déplacement des populations, qui fuient les violences. des chocs suivants: sécheresse, inondations, conflits intercommunautaires et épidémies. L'insécurité alimentaire touche 16% de la population (soit 147 711 personnes). 111 045 enfants de moins de cinq ans et FEFA sont à risque de malnutrition aigüe globale. 38% de la population (soit 342 391 personnes) n'a pas accès à l'eau potable et 11% des 667 écoles sont non-fonctionnelles, privant près de 6 000 élèves de leur droit à l'éducation. 100% des CSRef sont fonctionnels et 37% des CCom sont non fonctionnels. Les principaux défis humanitaires de la région sont : (i) des difficultés d'accès et un besoin de sécurisation des axes routiers afin de faciliter la libre circulation des personnes et de leurs biens et d'améliorer l'accès humanitaire, particulièrement Tombouctou-Bambara Maoude ; Tombouctou-Goundam-Tonka-Niafunké ; Tombouctou-Rharous-Gossi ; Léré-Niafunké; (ii) une augmentation des besoins humanitaires et un faible niveau de financement pour des réponses durables aux crises (Source : Profil humanitaire de la région de Tombouctou, mars 2019).</p>				
Risques de Protection	Données existantes	Menaces	Vulnérabilités	Capacités	Evaluation du risque
Violences psychologique et émotionnelle		<p>La situation de crise aggrave les cas de violence psychologique et émotionnelle. L'insécurité grandissante avec des tirs à l'arme légère ou les fortes détonations créent la psychose chez les enfants et les femmes.</p> <p>Le stress, l'insécurité et la précarité de condition de vie les rendent certains hommes plus violents. Cela expose les femmes et les filles à la violence domestique.</p> <p>Le manque d'opportunité et la dépendance représentent des facteurs aggravants. La</p>	Les plus vulnérables sont les femmes mariées.	<p>La disponibilité des services et d'acteurs formés sur la prise en charge ainsi que l'existence de structures communautaires et médicales permettent la prise en charge des victimes de violence.</p> <p>Il convient de noter également une forte capacité de résilience et un esprit de solidarité au sein des communautés.</p>	Risque très probable avec impact sévère (score : 9)

		polygamie et la culture de non dénonciation contribuent également au problème.			
Extorsion / braquage (atteinte au droit à la propriété)	<p>196 cas d'atteinte au droit à la propriété documentés et enregistrés dont des cas d'extorsion et de vol (depuis janvier 2019)</p> <p>Source : Monitoring de protection, HCR/AMSS</p>	<p>Les extorsions de biens et le paiement de taxes illégales au niveau des postes de police sont des phénomènes courants. La présence de groupes armés et du banditisme sont les principales menaces. L'insécurité grandissante, la prolifération des armes et la pauvreté exacerbent les risques d'extorsion et de braquage. Ce type de risque entraîne une limitation des mouvements de population.</p>	<p>Les groupes les plus vulnérables au cas d'extorsion et de braquage sont les usagers des axes routiers (hommes, femmes, enfants) ; les commerçants, les détenteurs de bétail et opérateurs économiques en raison de leur possession de biens matériels.</p>	<p>Un des mécanismes de protection mis en place par les communautés est la réduction des mouvements et la réduction de leurs ressources pendant les voyages, surtout en quittant Tombouctou pour Goundam ou Tombouctou pour Mopti. L'autre approche utilisée par les communautés est la voie fluviale beaucoup plus sûre que la route.</p>	<p>Risque très probable avec impact majeur (score : 6)</p>
Mariage précoce	<p>5 filles de 14 à 17 ans ont été touchées par le mariage précoce à Tombouctou depuis janvier 2019</p> <p>Source : Monitoring de protection, HCR/AMSS</p> <p>14,3 % des adolescentes de 15-19 ans étaient mariées ou en unions avant d'atteindre 15 ans (au niveau national)</p> <p>46 % des adolescentes (15-19 ans) ont déjà commencé leur vie féconde dans la région de Tombouctou</p>	<p>Le mariage des petites filles est une pratique culturelle et religieuse courante. Elle peut également être motivée par des raisons économiques. Les menaces principales sont la communauté et les parents ainsi que la non-application des textes de loi et conventions internationales en la matière. Les conséquences du mariage précoce sont de la violence physique et psychologique, et une déscolarisation anticipée, entraînant des risques d'analphabétisme important.</p>	<p>Les filles de 12 à 15 ans sont les plus vulnérables au mariage précoce. Les facteurs de vulnérabilité sont : la culture, les minorités (la tranche d'âge des filles concernées), et l'ignorance du droit applicable en la matière.</p> <p>La proportion d'adolescentes ayant déjà commencé leur vie féconde diminue de manière très importante avec l'augmentation du niveau d'instruction.</p>	<p>En terme de réponses et services le DRPFEP et certaines ONG assurent la médiation familiale en cas de mariage précoce, fournissent une assistance psychosociale et médicale mais aussi la prise en charge des complications telles que la fistule obstétricale entraînée par le mariage précoce des enfants.</p>	<p>Risque très probable avec impact majeur (score : 6)</p>

	Source : Enquête démographique et de santé 2018, INSTAT				
Viol			Les femmes et les filles sont exposées au viol sur les axes routiers et quand elles partent à la recherche du bois de chauffe ou la cueillette des fruits sauvages dans la brousse.	Le pré-positionnement de kits viol dans les centres de santé et la présence de prestataires formés sur la gestion clinique du viol représentent une capacité importante face à ce type de risque.	Risque très probable avec impact sévère (score : 6)
Conflits fonciers	4 conflits fonciers ont été identifiés dans les localités de : Dianké, Diré, Katouwa et Hamzakoma (depuis janvier 2019). Source : Monitoring de protection, HCR/AMSS	Les conflits fonciers entre individus, familles ou communautés prennent leur source dans l'absence ou la perte des documents liés à la propriété et à la possession de terres/biens. L'absence de moyens financiers pour se procurer des documents est également un des obstacles principaux. Les traditions, notamment autour de l'héritage, et l'ignorance des droits en matière de foncier amplifient le problème. Enfin, l'absence des autorités administratives en raison du contexte sécuritaire et la destruction des archives suite au conflit et/ou la non existence des archives informatisées sont des éléments à prendre en	Les personnes les plus vulnérables à ce type de risque sont les veuves et les orphelins, les habitants des zones rurales, les PDI et les réfugiés.	Les cadis, qui sont des personnes influentes et qui maîtrisent la justice religieuse ou traditionnelle en se basant sur les textes sacrés et sur la jurisprudence religieuse pour trancher les conflits sont des personnes ressources et représente un mécanisme de gestion des conflit efficace.	Risque probable avec un impact sévère (score : 6)

		compte dans la compréhension des enjeux fonciers.			
Déplacement forcé de population	<p><u>Tombouctou :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 28,271 PDIs (X% H, X% F) dont X% sur les sites spontanés et X% dans la communauté hôte. • 28,9308 PDIs retournés (X% H et X% F). • 34,455 rapatriés de l'Algérie, Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Nigéria, Tunisie. <p><u>Source :</u> Rapport DTM/CMP, aout 2019</p>	<p>Les déplacements sont consécutifs aux problèmes de sécurité au centre, aux conflits intercommunautaires et aux opérations militaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.</p> <p>Ces déplacements ont des conséquences néfastes sur la population, notamment la séparation des familles, l'accroissement des vulnérabilités économique et sociale, et l'effritement de la cohésion sociale.</p>	<p>Les individus ou groupes ciblés lors des conflits intercommunautaires sont surtout les femmes et les enfants.</p> <p>D'autres facteurs de vulnérabilité, comme les catastrophes naturelles ou l'accès limité aux services sociaux de base alimentent également le déplacement de population.</p>	<p>Les capacités de la population affectée pour faire face à la menace sont surtout la présence des comités de protection dans certaines communes qui alertent et font des référencements des cas de protection. Pour ce qui est du psycho-social, les leaders religieux ont un grand apport car ils apportent un soutien aux populations déplacées.</p>	<p>Risque probable avec impact majeur (Score : 4)</p>
Exploitation et travail forcé des enfants	<p>35 violations graves contre les droits de l'enfant documentés dans la région de Tombouctou</p> <p><u>Source :</u> UNICEF/MRM</p>	<p>Le travail forcé est un mécanisme négatif d'adaptation des familles déplacées en raison de la pauvreté. L'exploitation des enfants est exacerbée par l'ignorance des parents de la Convention sur les droits de l'enfant.</p>	<p>Les groupes les plus vulnérables sont les garçons et filles, les enfants talibés, les enfants séparés et les enfants non-accompagnés. L'âge de vulnérabilité est de 8 à 17 ans.</p>	<p>Il existe quelques comités de protection des enfants dans certaines localités dont Tombouctou, Gossi, Goundam et Gargando.</p>	<p>Risque probable avec impact majeur (score : 4)</p>
Attaque, occupation des écoles	<p>11% des 667 écoles sont non-fonctionnelles, privant près de 6 000 élèves de leur droit à l'éducation</p>	<p>Les attaques et l'occupation des écoles sont perpétrées par les groupes armés.</p> <p>Les conséquences sont particulièrement néfastes et</p>	<p>Les garçons et les filles de 7 à 17 ans sont les plus touchés par les attaques/occupation d'école. Ce type de risque touche toutes les communautés y compris les déplacés et les réfugiés.</p>	<p>Le Système de Scolarisation Accélérée encore appelé « Passerelle » (SSAP) permettant aux élèves en retard sur le programme scolaire de rattraper les cours manqués sont une des</p>	<p>Risque probable avec impact majeur (score : 4)</p>

	<p>2 cas d'attaque contre des écoles documentés, dont 1 à Niafunké et 1 à Infazouane à 9km de Tombouctou</p> <p><u>Source</u> : monitoring de protection, HCR/AMSS</p>	<p>entraînent des déplacements de populations et la déscolarisation des enfants.</p>		<p>ressources face à ce type de risque. Les espaces amis d'enfants (EAE) sont également une structure importante pour faire face aux risques de déscolarisation.</p>	
Enlèvement de personnes	<p>13 cas d'enlèvement de personnes documentés et enregistrés (depuis janvier 2019)</p> <p><u>Source</u> : Monitoring de protection, HCR/AMSS</p>	<p>Les enlèvements de personnes sont causés par la présence de groupes armés et le banditisme. L'insécurité grandissante est un facteur aggravant. Les enlèvements sont souvent liés à des règlements de compte. Ce type de risque entraîne la réclamation de rançons, et une limitation des mouvements de population. Dans certains cas, les enlèvements de personnes ont pour conséquence les meurtres.</p>	<p>Les personnes les plus vulnérables sont les commerçants, les opérateurs économiques, et les leaders communautaires, ainsi que les personnes fortunées.</p>	<p>L'éducation, la sensibilisation et la fourniture d'information sur les risques et les comportements à adopter face à l'insécurité permettent d'augmenter les capacités des communautés à faire face à ce type de risques.</p>	<p>Risque probable avec impact majeur (score : 4)</p>
Meurtres/assassinats (atteinte au droit à la vie)	<p>13 atteintes au droit à la vie documentés et enregistrés dans la région de Tombouctou (depuis janvier 2019)</p> <p><u>Source</u> : Monitoring de protection, HCR/AMSS</p>	<p>La criminalité extrême est fréquente. Elle est due principalement à des règlements de compte qui résulte en des atteintes à la vie humaine. La menace principale vient des groupes armés et de la prolifération des armes dans la région.</p>	<p>La vulnérabilité concerne surtout les personnes engagées dans la dynamique de leadership. D'où les assassinats et meurtres ciblant certains leaders communautaires.</p>	<p>La capacité de résilience de la population face à cette situation de criminalité est d'éviter tout amalgame en prêchant la paix et l'intégration. C'est ainsi que les auteurs de ces crimes pourront être isolés et identifiés. Une autre capacité de la population réside dans l'approche de sensibilisation.</p>	<p>Risque probable avec impact majeur (score : 4)</p>
Coups et blessures (atteinte au droit à l'intégrité physique)	<p>27 cas de coups et blessures documentés et enregistrés dans la région de</p>	<p>Les opérations de braquage aboutissent souvent à des coups et blessures contre les victimes</p>	<p>Les personnes les plus vulnérables sont le plus généralement celles qui refusent</p>	<p>La capacité de résilience de la population réside dans une pratique endogène consistant à</p>	<p>Risque probable avec impact</p>

	<p>Tombouctou (depuis janvier 2019)</p> <p>Source : Monitoring de protection, HCR/AMSS</p>	<p>téméraires qui n'obtempèrent pas face aux bandits armés. Il existe également des cas de coups et blessures administrés par des présumés radicaux dans certaines localités.</p>	<p>d'obtempérer. La cause de beaucoup d'incident de coups et blessures au cours d'un braquage, est le fait de ne pas obéir face aux bandits armés.</p>	<p>la prudence et le sang froid face à un ennemi armé. La communauté mène également des sensibilisations et des plaidoyers auprès des autorités pour la sécurisation des personnes ainsi que la sauvegarde du droit à l'intégrité physique.</p>	<p>majeur (score : 4)</p>
<p>Manque de documentation civile</p>		<p>Le manque de documentation civile est principalement dû à l'absence et/ou la perte des documents causée par le déplacement forcé.</p> <p>Les parents représentent la menace principale puisqu'en général ils n'enregistrent pas leurs enfants à la naissance.</p> <p>Les autres facteurs sont l'absence des moyens financiers et les coûts élevés ; la lourdeur des procédures pour se procurer des documents).</p>	<p>Les personnes les plus vulnérables sont les enfants, les femmes, et les personnes indigentes qui n'ont pas souvent les moyens financiers de se faire les documents civils.</p>	<p>Environ 60% des autorités administratives sont disponibles dans la région de Tombouctou et Taoudéni.</p> <p>Plusieurs organisations travaillent ((NRC ICLA, ARDIL, UNICEF, Plan) sur ce sujet en termes d'identification, de référencement et l'établissement de jugements supplétifs d'actes de naissance aux enfants. A cela s'ajoutent les sensibilisations sur l'importance de la documentation civile que AMSS et d'autres organisations font quotidiennement. Même si l'Etat a des initiatives dans ce sens, elles sont généralement réalisées tardivement.</p>	<p>Risque probable avec impact majeur (score : 4)</p>
<p>Manque d'accès à la justice pour les victimes de violations de droit</p>		<p>Le manque d'accès à la justice pour les victimes de violations de droit est principalement dû à l'insuffisance des capacités</p>	<p>Les femmes et enfants, les victimes des violations graves sont les plus touchés par ce type de risque.</p>	<p>La disponibilité des acteurs de la chaîne pénale dans la région (présence dans 3 cercles sur 5), la réhabilitation des infrastructures</p>	<p>Risque probable avec impact</p>

		<p>matérielles et humaines, les questions sécuritaires, et le manque de volonté politique.</p> <p>La culture du silence pour les cas de viol et l'insuffisance de sensibilisation sur l'importance de porter plainte sont également des facteurs aggravants.</p> <p>Les conséquences de ce risque sont un défaut d'assistance judiciaire, un manque de confiance des populations dans la justice et un niveau d'impunité significatif.</p>		<p>avec appui MINUSMA (JCS), PNUD.</p> <p>L'instauration du cadre de concertation des acteurs de la chaîne pénale dans la région de Tombouctou et les formations des acteurs permettent le renforcement du système judiciaire local.</p>	<p>majeur (score : 4)</p>
Intimidations (Menaces)	<p>6 cas d'intimidation meurtre documentés et enregistrés (depuis janvier 2019)</p> <p>Source : Monitoring de protection, HCR/AMSS</p>	<p>Les cas d'intimidation sont aussi fréquents. Ils sont soit proférés par les présumés radicaux, soit par les bandits armés.</p>	<p>La population des localités constituant la base arrière des présumés radicaux est la plus vulnérable (particulièrement les femmes et les filles).</p>	<p>La communauté mène des sensibilisations et des plaidoyers auprès des autorités pour le respect de la liberté et la sécurité des personnes.</p>	<p>Risque probable avec impact modéré (score : 2)</p>
Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne (prise d'otage)	<p>19 atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne, dont 3 cas de prise d'otage, documentés et enregistrés (depuis janvier 2019)</p> <p>Source : Monitoring de protection, HCR/AMSS</p>	<p>La prise d'otage est un fait rare dans la région, mais ce risque existe par endroit. Elle est exercée le plus souvent par les présumés radicaux.</p>	<p>Elle cible généralement des hauts représentants de l'Etat, ou un groupe de personnes pour un but bien déterminé.</p>	<p>La communauté mène des sensibilisations et des plaidoyers auprès des autorités pour le respect de la liberté et la sécurité des personnes.</p>	<p>Risque possible avec impact majeur (score : 2)</p>

<p>Incendie volontaire</p>	<p>5 cas d'incendie volontaire documentés et enregistrés (depuis janvier 2019)</p> <p><u>Source</u> : Monitoring de protection, HCR/AMSS</p>	<p>Les incendies volontaires sont fréquents dans la région. Ils sont exercés sur les biens matériels des particuliers et des organisations non gouvernementales.</p>	<p>Ce sont les organisations non gouvernementales et certains particuliers qui sont les plus touchés par ce phénomène. La MINUSMA par exemple a été plusieurs fois touchée.</p>	<p>La communauté mène des sensibilisations et des plaidoyers auprès des autorités pour le respect de la liberté et la sécurité des personnes.</p>	<p>Risque probable avec impact modéré (score 2)</p>
<p>Le déni de ressources</p>	<p>3 cas de dénis de ressource et d'opportunité (depuis janvier 2019)</p> <p><u>Source</u> : monitoring de protection, HCR/AMSS</p>	<p>Surtout dans certains cas les groupes extrémistes qui refusent certaines activités aux femmes.</p> <p>Le manque d'information sur les droits humains, l'enclavement, le manque d'école et de centre de formation professionnelle et l'insécurité sont également des facteurs aggravants parce que les femmes sont en majorité analphabètes. La plupart d'entre elles n'ont jamais reçu de formation professionnelle ne leur permettant d'assurer leur autonomie.</p>	<p>Les femmes en milieu rural dans les cercles de Niafouké, Gourma Rharous sont les plus vulnérables à ce type de risque.</p> <p>Les femmes et les filles restent sous l'emprise du mari et du père qui décident de la continuité de l'école. Le poids de la religion et des us et coutumes sont également des facteurs de vulnérabilité important.</p>	<p>La forte présence des ONGs avec des projets de protection, et la présence d'association de femmes permettent de renforcer les programmes de soutien aux femmes.</p>	<p>Risque probable avec impact modéré (score : 2)</p>